

REPUBLIQUE GABONAISE

**MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION
DE L'ÉCONOMIE ET DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

**SITUATION 1991
PERSPECTIVES 1992**

TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 1991
PERSPECTIVES 1992

SOMMAIRE

INTRODUCTION

1.	La situation mondiale en 1991	9
2.	Les perspectives mondiales pour 1992	9

PREMIÈRE PARTIE : ACTIVITÉS

I.	Les Quatre grands produits	13
1.	Le pétrole	13
1.1.	La situation internationale	13
1.2.	La production gabonaise	13
1.3.	Le prix du brut	14
1.3.1.	Le prix officiel	14
1.3.2.	Les prix spots	14
1.4.	Les exportations	15
1.5.	Le raffinage	15
1.5.1.	La production	15
1.5.2.	La consommation	15
1.5.3.	Les investissements	16
2.	Les mines	17
2.1.	L'uranium	17
2.1.1.	Le marché	17
2.1.2.	La production gabonaise	17
2.2.	Le manganèse	17
2.2.1.	Le marché	17
2.2.2.	La production gabonaise	17
2.3.	L'or	18
3.	Le bois et la forêt	19
3.1.	L'exploitation forestière	19
3.1.1.	La production d'okoumé	19
3.1.2.	La commercialisation de l'okoumé	19
3.2.	Les activités de reboisement	20
3.3.	L'industrie du bois	20
II.	Les autres activités	21
1.	L'agriculture	21
1.1.	Les productions traditionnelles	21
1.2.	Les productions industrielles	21
1.2.1.	Les cultures maraichères	21
1.2.2.	Les cultures d'exportations	22
2.	L'élevage bovin	24
3.	La pêche	24
3.1.	La pêche artisanale	24
3.2.	La pêche industrielle	24
3.2.1.	L'armement	24
3.2.2.	L'activité	25
4.	Les industries	25
4.1.	Les industries alimentaires	25
4.1.1.	La farine	26
4.1.2.	La boulangerie pâtisserie	26

6.7.3.	Les services immobiliers	48
7.	Les PME	49

DEUXIÈME PARTIE : LES AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUES

1.	Le produit intérieur brut	53
1.1.	L'évolution du Pib	54
1.2.	Les emplois du Pib	54
1.2.1.	La consommation finale	55
1.2.2.	Les investissements	55
1.2.3.	Le solde des biens et services non facteurs	55
2.	Le budget de l'état	56
2.1.	L'équilibre budgétaire	56
2.2.	L'exécution du budget 91	56
2.2.1.	L'évolution des recettes	57
2.2.1.1.	Les recettes pétrolières	57
2.2.1.2.	les recettes hors pétrole	58
2.2.2.	L'évolution des dépenses	59
3.	La monnaie et le crédit	60
3.1.	Les ressources du système monétaire	60
3.1.1.	La masse monétaire M2	60
3.1.2.	Les ressources extra-monétaires	62
3.2.	Les contreparties de la masse monétaire	62
3.2.1.	Les avoirs extérieurs nets	62
3.2.2.	Le crédit intérieur	63
3.2.2.1.	Les crédits à l'économie	63
3.2.2.2.	Les créances nettes sur l'état	64
3.3.	La politique monétaire	65
3.3.1.	Les aspects généraux	65
3.3.2.	L'encadrement du crédit	65
3.3.3.	La surveillancé des banques par les ratios	66
3.3.4.	La politique des taux d'intérêt	66
3.4.	Le financement de l'économie par secteurs	66
3.4.1.	Le secteur primaire	67
3.4.2.	Le secteur secondaire	67
3.4.3.	Le secteur tertiaire	68
3.4.4.	Les particuliers	69
4.	La balance des paiements	69
4.1.	La balance commerciale	69
4.1.1.	Les exportations	70
4.1.2.	Les importations	70
4.2.	La balance des services	71
4.3.	La balance courante	71
4.4.	La balance des capitaux	71
4.5.	Le solde global	71
5.	L'emploi, les salaires, les prix	72
5.1.	L'emploi	72
5.2.	Les salaires	72
5.3.	Les prix	72

INTRODUCTION

1. LA SITUATION MONDIALE EN 1991

Divers conflits armés ont marqué l'année 1991. Certains, comme la guerre civile en Yougoslavie se poursuivent encore en 1992. La dislocation de l'Union soviétique en tant qu'Etat fédéral constitue l'autre événement d'importance de 1991. En 1992 la situation dans les Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique continue à préoccuper.

Du côté économique, la conjoncture n'a pas été meilleure, les taux de croissance enregistrés dans les pays les plus industrialisés ont été très faibles sauf en Allemagne et au Japon (où ils ont dépassé 3%). Les pays en développement ont continué à connaître les effets néfastes de la détérioration des prix des matières premières, de leur endettement encore trop élevé, entre autres difficultés.

2. LES PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE POUR 1992

On ne s'attend pas en 1992 à une reprise accélérée de l'économie mondiale : son taux de croissance moyen pourrait être de 2% contre 1,1 en 1991.

Les taux d'intérêt élevés devraient continuer à handicaper l'activité industrielle. Le commerce international subira probablement une régression sensible du fait de la baisse toujours accentuée du cours des matières premières et de celle de l'activité industrielle dans les pays de l'Ocde. Pour le cas spécifique du pétrole, la surproduction actuelle se traduira par une chute du prix du baril autour de 18 dollars. Le prix ne pourra se stabiliser à ce niveau que si les pays de l'Opep se disciplinent conformément aux résolutions qu'il sera nécessaire de prendre. En ce qui concerne l'inflation, les pressions actuelles à la baisse devraient se poursuivre et les taux pour l'ensemble des pays industrialisés devraient se situer en dessous de 5% en fin 1992.

I^e PARTIE

ACTIVITÉ

I. LES QUATRE GRANDS PRODUITS

L'économie gabonaise repose beaucoup sur l'exploitation des ressources brutes : pétrole, bois, manganèse, uranium dont l'essentiel de la production est exportée. A lui seul, le secteur pétrolier assure près de 40% de la valeur ajoutée marchande en 1991, environ 60% des recettes budgétaires publiques. Du côté de la balance des paiements, les quatre grands produits fournissent plus de 98% des exportations en 1991 dont au moins 80% pour le seul pétrole.

1. LE PÉTROLE

Le secteur pétrolier comprend trois types d'activités :

- la recherche de laquelle dépend les productions futures ;
- l'exploitation dont la quasi totalité de la production est destinée à l'exportation (94 % sur la période)
- le raffinage essentiellement destiné à la satisfaction des besoins du marché intérieur.

1.1. LA SITUATION INTERNATIONALE

Le redressement du marché pétrolier observé en 1989 et 1990 en raison de l'accroissement de la demande consécutive à la guerre du Golfe ne s'est pas poursuivi en 1991. Le léger mieux du mois d'octobre 1991 ne s'est pas maintenu, obligeant les pays de l'Opep à s'entendre sur une réduction de la production pour soutenir les prix du brut.

La demande mondiale de pétrole s'est stabilisée pendant ces deux dernières années aux environs de 65 millions de barils par jour.

La production moyenne de l'Opep représente 23,2 millions de barils par jour. En février 1992, l'Opep a souhaité contenir sa production en dessous de 22,9 millions de barils par jour.

L'objectif était de " stopper " la chute des prix du brut qui se situaient aux environs de 25 dollars le baril à la fin de l'année 1990 et 21 au début de l'année 1991.

1.2. LA PRODUCTION GABONAISE

La production nationale de pétrole brut a atteint 14,7 millions de tonnes en 1991 contre 13,5 en 1990. L'accroissement ainsi constaté depuis 1989 est dû à l'exploitation du gisement de Rabi Kounga, lequel représente aujourd'hui 51 % du brut gabonais.

Le tableau suivant donne l'évolution de la production par opérateur depuis 1988

Opérateurs	Pétrole	1987	1988	1989	1990	1991*
Elf - Gabon	Mandji	5867	5475	5226	5278	5128
Elf - Gabon	Coucal					155
Shell - Gabon	Gamba	629	593	538	507	464
Shell - Gabon	Lucina	519	424	385	361	284
Shell - Gabon	Rabi			3037	6262	7564
Amoco	Oguendjo	672	842	645	647	646
British Gas	Obando	76	634	558	440	430
Total		7763	7968	10389	13495	14671

Source : Direction générale des hydrocarbures

(*) : Estimations : Direction générale de l'économie

1.4. LES EXPORTATIONS

L'exploitation du gisement de Rabi et des champs environnants a eu pour effet, d'accroître les exportations gabonaises de pétrole depuis 1989 comme l'indique le tableau ci-après :

1.5. LE RAFFINAGE

Le secteur compte une raffinerie, celle de la Société gabonaise de raffinage (Sogara). Initialement construite pour traiter 600.000 tonnes par an, cette unité traite actuellement 800.000 tonnes de pétrole brut par an.

En milliers de tonnes	1988	1989	1990	1991*
Exportations de brut	7364	9648	12888	14450

Source : Direction générale des hydrocarbures (D g h)

(*) : Prévisions : D g h

1.5.1. LA PRODUCTION

Les quantités de brut traité sont pour le moment fonction de la demande intérieure et des travaux effectués pour le compte des tiers. Elles sont données dans le tableau ci-après :

En millions de tonnes	1988	1989	1990	1991
Total Brut traité	605	741	757	721
Pour les tiers	252	345	364	432
Pour compte propre	353	396	393	289
Chiffre d'affaires mds de f cfa	31,3	33,7	32,1	35,3
Valeur ajoutée mds de f cfa	9,2	8,2	7,5	8,5

Source : So ga ra

mds : milliards

En 1991 l'ensemble du brut traité est en baisse de 4,8% par rapport à 1990. On observe un accroissement continu du brut traité pour les tiers. De 252.000 tonnes en 1988, cette quantité atteint 432.000 tonnes en 1991 soit 60% de l'activité, alors qu'au cours de la même période le brut traité pour le compte propre ne cesse de s'effriter et ne représente plus que 40%.

La Sogara a généré un chiffre d'affaires de 35,3 milliards de francs cfa en hausse de 10% par rapport à 1990 pour une valeur ajoutée de 8,5 milliards.

1.5.2. LA CONSOMMATION

a) La commercialisation des produits raffinés est assurée par les sociétés Mobil, Total, Pizo Shell et Bp pour le compte desquelles la Société gabonaise d'entreposage des produits pétroliers (Sgepp) assure le stockage.

b) Les prix de vente départ usine sont fixés par les pouvoirs publics. La dernière révision date de février 1991 comme l'indique le tableau qui suit.

2. LES MINES

L'exploitation minière se limite actuellement aux minerais d'uranium, de manganèse et à l'extraction artisanale de l'or.

2.1. L'URANIUM

2.1.1. LE MARCHÉ

Selon les experts, la demande effective en uranium sera pour les prochaines années plus incertaine en raison du poids des stocks et des incertitudes affectant la stratégie de stockage des électriciens nucléaires.

S'agissant de l'offre, malgré les nombreuses fermetures d'unités de production aux Etats-Unis d'Amérique, les surcapacités restent importantes du fait des développements nouveaux intervenus au Canada, en Australie, en Chine et en Urss.

Face à cette situation, la concurrence reste vive et entraîne un effondrement des prix sur le marché.

2.1.2. LA PRODUCTION GABONAISE

La tableau ci-après donne l'évolution de la production, des exportations, du prix, du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (Comuf).

La production et les ventes d'uranium baissent respectivement de 5,5% et 6,1% en 1991. Cette diminution s'explique par la persistance de la dégradation du marché.

En tonnes	1987	1988	1989	1990	1991
Production	794	929	868	709	670
Exportations	857	902	900	707	664
F cfa / kg d'uranium	27979	24497	23450	20567	19911
Chiffre d'affaires (en millions de f cfa)	23922	22100	21103	14364	13221
Valeur ajoutée (en millions de f cfa)	14284	11749	11360	7479	6555
Investissements (en millions de f cfa)	1704	1781	2057	2133	1679

Source : Comuf

En 1991, le prix de vente du kilogramme d'uranium a diminué de 3%, entraînant de ce fait une baisse du chiffre d'affaires de 8%. On note aussi une diminution de 12% de la valeur ajoutée.

2.2. LE MANGANESE

2.2.1. LE MARCHÉ

La production mondiale d'acier est en recul depuis 1988. Depuis cette période, le marché est perturbé par les phénomènes de stockage et de déstockage; ce qui s'est traduit par des à coups considérables dans les livraisons et dans l'exécution des contrats.

2.2.2. LA PRODUCTION GABONAISE

Deux produits sont extraits des mines de manganèse de Moanda par la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog)

3. LE BOIS

Le bois a longtemps été la principale richesse du Gabon, avant d'être supplanté par le pétrole. Il continue cependant d'occuper une bonne place parmi les quatre grands produits et offre toujours un fort potentiel d'activité.

3.1. L'EXPLOITATION FORESTIERE

Elle est assurée par trois catégories d'opérateurs :

- les sociétés d'exploitation industrielle pour la plupart succursales des grands établissements européens;
- les sociétés qui exploitent des permis appartenant à des nationaux sous forme de fermage. Cette forme d'exploitation est la plus répandue actuellement;
- Les sociétés créées en association entre particuliers étrangers et gabonais.

3.1.1. LA PRODUCTION D'OKOUMÉ

La production d'Okoumé est liée à la demande exprimée par la Société nationale des bois du Gabon.

Cette demande a diminué de 25 % en 1991 traduisant ainsi les difficultés de la Snbg à placer son bois sur le marché international. Cette situation a conduit les autorités à décréter un contingentement sur les essences Okoumé et Ozigo au cours de l'année.

Okoumé	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Production (en m3)	982704	957094	868164	989252	946439	1136640	821377
Production (en millions de f cfa)	27474	25252	23676	27818	26843	33259	24273
Prix plage (francs / m3)	28000	26400	27300	28000	28360	29261	29552
Exportations (en m3)	901518	858535	901561	859683	995127	1029824	890706
Exportations (en millions de f cfa)	34593	30679	31200	32500	36473	40076	32373
Prix fob (francs / m3)	38400	35700	34600	37805	36651	38915	36345
Stocks en fin de période (en m3)	62003	96227	43013	157497	68716	152783	54523
Stocks (en millions de f cfa)	1145	2233	1268	3300	1593	4534	1231

m3 : mètre cube

Source : Snbg

3.1.2. LA COMMERCIALISATION DE L'OKOUMÉ.

La commercialisation est essentiellement assurée par la Snbg, qui en a le monopole. Cette société achète aux exploitants leur produit au prix plage (prix d'achat de la Snbg aux producteurs) et revend sur le marché international au prix fob. En 1991, le prix plage moyen est presque stable alors que le cour international a diminué de 6,6 %.

En milliers de f cfa / m3	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Prix plage	27438	27957	26384	27271	28023	28360	29261	29552
Prix fob	37193	38371	35734	34606	37835	36651	38915	36345
Marge Snbg	9755	10414	9350	7335	9812	8291	9654	6793

II. LES AUTRES ACTIVITÉS

L'agriculture, l'élevage et la pêche constituent avec quelques unités de transformation (industrie de substitution aux importations) et l'artisanat le second secteur de l'économie, dit hors pétrole. L'agriculture vivrière ainsi qu'une partie de la pêche et de l'élevage demeurent des activités à fort pourcentage rural et contribuent à peine pour 10% au produit intérieur brut.

1. L'AGRICULTURE

Le travail de la terre occupe la majeure partie de la population. On distingue deux modes de production : une production industrielle, financée par les pouvoirs publics qui ont entrepris des projets de café, cacao, hévéa et palmier à huile et une production traditionnelle qui est l'oeuvre des paysans. Ceux-ci pratiquent une agriculture itinérante sur brûlis. Le manioc, la banane, le taro et l'igname sont cultivés et entretenus sur un même espace. Les paysans pratiquent également quelques cultures de rente comme le café, le cacao et plus récemment l'hévéa. Ils s'adonnent par ailleurs au petit élevage, à la chasse, à la pêche et d'innombrables autres petites activités.

1.1. LES PRODUCTIONS TRADITIONNELLES

La production nationale de banane, taro, manioc, reste difficile à chiffrer du fait qu'elle est en grande partie autoconsommée et qu'il n'existe pas sur l'ensemble du territoire des moyens permettant de cerner la quantité commercialisée. Par ailleurs beaucoup de centres de production ne sont pas accessibles en toute saison à cause de l'état défectueux du réseau routier, occasionnant ainsi un déficit des produits vivriers compensés par des infiltrations de produits venant des pays limitrophes.

1.2. LES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

1.2.1.- LES CULTURES MARAICHERES.

Produites par les sociétés Agripog et Sosuho, elles alimentent, pour l'essentiel, les régions de Libreville, Port-Gentil et Franceville.

Le Tableau ci dessous décrit l'évolution de la production de ces deux unités.

Productions	1987	1988	1989	1990*	1991*
Salades en milliers de poches	181,059	198,727	202,267	196,21	165,322
Tomates en tonnes	462,179	428,143	142,912	183,684	176,308
Concombres en tonnes	83,213	64,111	56,16	57,88	45,664
Aubergines en tonnes	59,361	39,557	26,687	40,057	38,378
Piments en tonnes	28,056	24,78	18,685	22,01	33,762
Gombos en tonnes	14,566	16,451	3,195	4,15	11,971

(*) : Agripog seulement

c.- L'hévéa

La situation des différents projets se présente comme suit :

Cumul au 31/12	1988	1989	1990	1991
Mitzié				
Abattages (en hectares)	5500	5740	5740	5740
Plantations en hectares	3800	4400	4400	4400
Routes en Kilomètres	67	67	67	67
Routes secondaires en km	150	150	150	150
Bitam				
Abattages en hectares	2700	2700	2700	2700
Plantations en hectares	1500	2000	2000	2000
Routes en Kilomètres	50	50	50	50
Routes secondaires en km	48	48	48	48
Kango				
Abattages en hectares	750	700	700	700
Plantations en hectares	350	638	679	680
Routes en Kilomètres	72	55	56	56

Source : Hévégab

Le programme hévéicole au 31/12/91 compte 7.080 ha de surface plantée pour une surface déforestée de 9140 ha.

On comptabilise en 1991 une production de 68 tonnes de latex. Cependant cette production, ne reflète pas la réalité en ce sens que bon nombre d'hévéas aptes à la saignée ne sont pas encore mis en production.

d.- Le palmier à huile.

Les trois plantations du programme palmier (7500 ha) sont entièrement entrées dans leur phase de production;

- plantation de N'zilé : 1 500 ha
- plantation Makouke : 4.500 ha
- plantation Bindo : 1.500 ha

La production de régimes de palme se présente ainsi :

En tonnes de régimes	1987	1988	1989	1990	1991
Nzile	17251	17183	17512	16973	18380
Makouke	21695	31029	36307	32139	44930
Bindo	2415	3156	5075	6391	14258
Total	41361	51368	58894	55503	77568

Source : Agrogabon

Depuis l'entrée en production de ces plantations le rythme de production suit une évolution normale. Toutefois on relève en 1990 une baisse de la production qui découle de la mise en jachère volontaire d'une partie des plantations pour tenir compte des difficultés d'écoulement d'huile "Agrogabon" sur le marché local.

La hausse de 39,8 % constatée en 1991 traduit la réhabilitation des superficies mises en jachère.

- les chalutiers thoniers, pêchant du thon (39 bateaux en 1991)

La pêche chalutière est dans l'ensemble et depuis quelques années pratiquée par des navires battant pavillon gabonais.

3.2.2. L'ACTIVITÉ

Relativement mieux appréhendée que la production de la pêche artisanale, la production de poisson et de crevettes de la pêche industrielle a évolué comme suit :

	1988	1989	1990	1991
Production totale en tonnes	4140	3507	3545	3409
dont crevettes	1640	1615	1165	721
Chiffre d'affaires, millions de fcf	5545	4200	3950	2791

Sources : Amerger et Socopec

En 1991, la production de crevettes a très largement diminué car elle est concurrencée par la crevette d'élevage dont le prix est plus bas. Amerger a dû faire porter davantage ses efforts de pêche sur le poisson.

4. LES INDUSTRIES

Le tissu industriel gabonais est essentiellement constitué d'unités relevant de l'activité de substitution aux importations. Les entreprises agro-alimentaires occupent une place importante dans ce groupe. S'y ajoutent quelques unités de production pour la satisfaction des besoins des ménages et des entreprises locales.

4.1. LES INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Production des industries alimentaires	1987	1988	1989	1990	1991
Farine en tonnes	27428	23105	25976	29201	29983
Aliments de bétail en tonnes	11863	11203	10296	9345	
Oeufs en milliers d'unités	24332	22093	18954	18795	18116
Pains en tonnes de farine panifiées	6918	8118	9031	**6719	7540
Issues en tonnes	7183	6333	7537	8687	9813
Mais en tonnes	9884	7722	4035	6263	6600
Poulets en tonnes	3267	2910	2812	3049	2950
Sucres en tonnes	19232	18459	19163	18412	17700
Ananas en tonnes	429	623	628	568	
Huile brute de palmes en tonnes	8349	10346	11871	10404	15882
Yaourts en milliers de pots	12960	*4821	4874	5195	6273
Lait en hectolitres	13390	7142	8891	7647	7767
Jambons en tonnes	230	195	160	169	144
Saucissons en tonnes	215	195	185	111	116

(*) : production correspondant aux 6 premiers mois de l'année

(**) : production de la Smag

4.1.8.- LA TORRÉFACTION

La Société gabonaise de torréfaction (Sogator) s'occupe de la transformation sur place d'une partie de la production de café dont l'évolution depuis 1987 se présente comme suit :

Année de production	1987	1988	1989	1990	1991
Stock année précédente	844	463	704	165	376
Tonnes produites	8349	10346	11871	10404	15882

Le chiffre d'affaires et la valeur ajoutée après avoir enregistré une légère augmentation en 1989, chutent de nouveau. En 1991, la production baisse de 11,7%, par rapport à 1990.

La diversification de la production par la fabrication du chocolat indigène (odika) n'a pas donnée les résultats escomptés.

4.2. LA FABRICATION DES BOISSONS

Les unités suivantes exercent dans ce secteur : la Société des brasseries du Gabon (Sobraga), la Société pour l'expansion des boissons hygiéniques au Gabon (Seboga), la Société des vins du Gabon (Sovingab), et la Société des eaux minérales de Léconi (Eauleco).

a. La bière

Elle est produite par la Sobraga et constitue l'essentiel de sa production (90 %). Le chiffre d'affaires, toutes activités confondues, est passé de 24,4 milliards de fcfa en 1990 à 26 milliards en 1991, soit une augmentation de 6,6 %.

b. Le vin

La Sovingab procède à la mise en bouteille du vin importé d'Europe. Son chiffre d'affaires chute de 2,3 % en 1991 pour une baisse de production de 3,7 % (71.916 hectolitres contre 74.699).

c. Les boissons gazeuses

La production des boissons gazeuses constitue la principale activité de la Seboga et la deuxième pour la Sobraga. En 1991 la production totale s'élève à 223.165 hectolitres, en baisse de 5 % par rapport à l'année 1990.

d. L'eau minérale naturelle

Depuis la suppression des importations d'eau minérale naturelle autre que thérapeutique, la société Eauléco a le monopole de la production d'eau minérale sur l'ensemble du territoire. Son chiffre d'affaires enregistre une hausse de 10 % en 1991 passant de 776 à 853 millions de fcfa.

4.3.- LA FABRICATION DES CIGARETTES

La production de cigarettes est assurée par une entreprise qui en a le monopole : la Société des cigarettes gabonaises (So.ci.ga).

Le marché continue à se redresser en 1991. Cependant cette évolution pourrait être meilleure si

	1988	1989	1990	1991
Production en mls de paquets	21,1	15,9	17,5	19,1
Chiffre d'affaires en mls de f cfa	3673	3803	4146,7	4563
Exportations en mls de f cfa	66,3	140	139	116
Valeur ajoutée en mls de f cfa	1522	1787	1958	2062

Mls : millions

Source : Sociga

totalité du marché national réparti en 80 % pour usage domestique et 20 % pour usage industriel.

Les différentes productions et le chiffre d'affaires sont donnés dans le tableau ci-dessous :

	1988	1989	1990	1991
Poudres domestiques en tonnes	1112	1123	1380	1266
Poudres industrielles en tonnes	100	100	111	47
Liquides en tonnes	851	912	708	817
Aérosols en milliers d'unités	412	346	400	404
Chiffre d'affaires en millions de fca	2006	2218	2402	2467

Source : Sidac

En 1991, le chiffre d'affaire s'est accru de 3 % par rapport à 1990, grâce à une amélioration des ventes au niveau des liquides.

4.4.4. LES GAZ INDUSTRIELS

La Société gabonaise d'oxygène et d'acétylène (Gaboia) produit, avec deux unités localisées à Libreville et Port-Gentil de l'oxygène, de l'acétylène et de l'azote liquide.

L'évolution de la production se présente comme suit :

	1988	1989	1990	1991
Oxigène en milliers de m3	277	277	285	305
Acétylène en milliers de m3	73	73	68	77
Azote en milliers de litres	165	400	301	443
Chiffre d'affaires en millions de fca	1580	1651	1648	2086

Source : Gaboia

4.4.5.- LES OUVRAGES EN MATIERE PLASTIQUE

La Société Plastique industrie fabrique des bateaux et pirogues de pêche et de plaisance, des châteaux d'eau et réserves, des boîtes de compteurs, des poubelles et des fosses d'assainissement.

	1988	1989	1990	1991
Chiffre d'affaires en millions de fca				
Prv (1)	358,7	512,2	244	330
Electrolyte	9,6	7,3	36	38
Pse (2)	57,7	46,2	36	40
Eau de javel	129,7	121,8	38	-
P.h.d. (3)	139,5	71,5	49	80
Total	695,2	759	403	488

Source : Plastique - Industrie

(1) Polyester renforcé de fibres de verre (bateaux, assainissements);

(2) Polystyrène expansé (bacs à fleurs, plaques et emballages d'isolation)

(3) Polyéthylène haute densité (matériaux d'assainissement)

4.5. LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

La fabrication du ciment constitue la principale activité du secteur. On compte aussi des unités de taille moyenne, spécialisées dans la fabrication des produits en béton (Sgbm), en fibrociment (les Tuileries), des parpaings, des enrobés et des concassés (Colas, Dragages). L'activité porte enfin sur l'extraction du sable, de la latérite et du gravier.

	1987	1988	1989	1990	1991
Production en tonnes	3699	5608	6585	3313	6583
Chiffre d'affaires en millions de f cfa	333	364	592	333	496

Source : Sgbm

4.5.3.- LES PRODUITS EN FIBROCIMENT

Ce sont essentiellement les tuiles fabriquées par les "Tuileries du Gabon" et les "Tuileries d'Owendo".

Depuis l'effondrement du marché au cours de l'exercice 1990, ces deux unités produisent à la demande.

4.5.4.- LES PARPAINGS

On distingue deux types d'intervenants : les industriels et les artisans

a. - Les industriels sont une demi douzaine parmi lesquels la Société bâtiments travaux équipements (Sbte) et l'Entreprise générale industrielle (Egi). Ils ont une capacité de production de 2500 unités par jour.

A ces deux unités, il faut ajouter les grandes entreprises de bâtiments qui produisent des parpaings pour leur propre compte.

b. - Les artisans : très nombreux dans la profession, ils sont disséminés sur le territoire national ; ils disposent d'un équipement simple fait de moules et de pelles. Ils sont les principaux fournisseurs en parpaings des particuliers.

Le tableau ci-après donne le prix en francs cfa d'une brique de parpaing par type de produit et de producteur au 31 décembre 1991.

En f cfa/ brique	Brique de 10	Brique de 15	Brique de 20
Semi - industriels	280	310	410
Artisans	200	250	300

4.6. L'INDUSTRIE TEXTILE

Le secteur de l'industrie textile s'articule autour de trois pôles :

- les entreprises industrielles de confection et d'impression;
- les ateliers semi-industriels de confection et de haute couture;
- les unités artisanales de confection.

Depuis 1983 le secteur textile connaît une crise profonde liée à l'étrécissement du marché local, à la fermeture de certains débouchés extérieurs et à la concurrence des importations d'origine asiatique.

4.6.1. LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Ce sont : la Société industrielle textile du Gabon (Sotega), la Société de vêtements manufacturés (Soveman) et la Société gabonaise de textile (Sogatex).

5. LE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS (Btp)

Le secteur du bâtiment et travaux publics regroupe l'ensemble des travaux de construction, d'aménagement, de rénovation des bâtiments, des routes, des ouvrages d'art et tous les corps d'Etat qui les rendent fonctionnels.

Trois types d'opérateurs exercent dans ce secteur :

- les filiales des groupes internationaux ;
- les entreprises moyennes créées par des privés gabonais et expatriés;
- les petites entreprises individuelles principalement dans la construction des bâtiments à usage d'habitation et la réfection des locaux.

Les activités de ce secteur qui se sont dégradées depuis 1987 ont commencé à se stabiliser au cours de l'exercice 1990 pour connaître un léger mieux avec les travaux du barrage hydroélectrique de Bongolo, le programme triennal d'entretien routier, le programme de réhabilitation et de construction d'écoles, la mise en exploitation de nouveaux champs pétroliers.

Auparavant la crise avait conduit le secteur à se redimensionner. Les entreprises les plus vulnérables ont disparu, les autres ont ajusté le niveau de leurs équipements et de leurs effectifs. Cette restructuration a eu, entre autres conséquences, le déploiement du secteur des petits artisans divers.

Le tarif est fixé par les municipalités de ces villes et est actuellement de 100 francs cfa par personne et par trajet.

Nombre de taxis	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Libreville	2700	2657	2534	2600	2658	2983
Port Gentil	372	361	450	443	450	622
Lambaréné					13	12
Oyem	nd	nd	72	59	61	71
Total	3072	3018	3056	3102	3182	3688

b.- Le transport des marchandises

Il se fait en zone urbaine par des véhicules spéciaux recensés comme "transporteurs de marchandises". Au niveau national, des unités de transport de fort tonnage existent.

6.2.2. LE TRANSPORT FERROVIAIRE

Depuis 1980, l'Ocra exploite la ligne du chemin de fer Transgabonais qui relie Franceville à Libreville (648 Km) desservant sur le trajet 23 gares.

L'évolution du trafic depuis 1986 se présente comme indiquée dans le tableau ci-dessous.

En millions de f cfa	1986	1987	1988	1989	1990	1991*
Voyageurs + bagages	951	1129	1639	1841	1832	1814
Colis	64	87	152	179	189	217
Grumes	2710	3400	4294	5115	6146	5136
Autres wagons	1644	1643	2421	4175	3974	3938
Total recettes	5369	6259	8506	11310	12141	11105

Source : Ocra
(*): Estimations

On note en 1991 une baisse de 8,5% du chiffre d'affaires. Cette baisse s'explique pour l'essentiel par la diminution en volume du bois transporté (990.000m³ contre 1.300.000m³ en 1990) qui résulte du contingentement de la coupe de bois décrété par les pouvoirs publics, malgré une amélioration (+14,8%) du poste colis.

6.2.3. LE TRANSPORT MARITIME ET FLUVIAL

Le transport maritime est assuré par une compagnie nationale et des compagnies étrangères, notamment européennes. Les transporteurs locaux desservent au niveau fluvial des villages situés le long du fleuve Ogooué, ceux des lagunes Fernan-Vaz et Banio.

a.- Le transport maritime

On note à la fois des mouvements à l'intérieur du pays, le long de la côte, et des mouvements avec l'extérieur.

A l'intérieur, la Compagnie de navigation intérieure (Cni), les sociétés Uro Gabon et la Société Ondeno assurent les liaisons entre Libreville et Port-Gentil. A l'extérieur, la Sonatram et des filiales de multinationales du transport maritime permettent les mouvements de marchandises entre le Gabon et l'étranger.

L'activité des compagnies privées locales, traduite par le chiffre d'affaires qui augmente de 8,2%, connaît un léger mieux malgré les difficultés des autres secteurs d'activités et de l'administration dont elle est tributaire.

En millions de f cfa	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991*
Chiffre d'affaires	18860	12854	8957	9240	12062	7067	7650
Valeur ajoutée	7981	5205	3151	2950	5505	3442	3116

(*) : *Estimations Dge*

b.- Le réseau international

Air-Gabon a enregistré en 1991 une augmentation de 10% de son trafic passagers en Afrique.

Le fret au cours de la même période a atteint 9.280 tonnes soit une hausse de 27,7%. Quant aux autres compagnies, entre autres Air-Afrique et Uta, leurs rotations régulières sont la traduction d'un mouvement significatif de personnes et de biens en partance et à destination de Libreville.

	1987	1988	1989	1990	1991
Passagers	397404	386040	400000	399025	431123
Fret en tonnes	11649	10935	11260	7267	9280

6.2.5. LES ACTIVITÉS PORTUAIRES

La gestion des ports gabonais est confiée à l'Office des ports et rades du Gabon (Oprag) créée en Mars 1974. Cet office est également chargé de la mise en oeuvre des programmes de développement des infrastructures et équipements des ports et rades.

A ce jour l'Oprag gère à Libreville le Port d'Owendo, le Port Minéralier et le Port môle, à Port-Gentil, le port en eau profonde et le port môle.

Le trafic au niveau de ces ports se présente comme suit:

En milliers de tonnes	1987		1988		1989		1990		1991
	Lbv	Pog	Lbv	Pog	Lbv	Pog	Lbv	Pog	Pog
Importations	454,6	74	460,9	312	453,7	129,7	439,7	105,2	138
Exportations	573,1	6314,6	1083	5986,5	1987,7	8495,8	2502	12763	12584
Trafic global (1)	7416,3		7842,4		11067		15810		14913

(*) : *Estimation Dge*

Lbv : *Libreville*

(1) : *Trafic hors cabotage*

Pog : *Port Gentil*

Source : *Oprag*

a.- Les ports de Libreville

Il s'agit du port de marchandises générales, du port minéralier et du port môle. Ces structures qui ont connu en 1990 une activité assez soutenue, affichent un recul du trafic en 1991.

En millions de f cfa	1986	1987	1988	1989	1990	1991 *
Chiffre d'affaires	21073	17214	16633	17509	17312	17600
Valeur ajoutée	13939	11500	10860	11176	10357	10716

(*) : Estimations : Dge

b.- Les auxiliaires de transport aérien

La Société "Aéroport de Libreville", (Adl) de création récente, (1988) assure la gestion de l'aéroport international Léon Mba. Depuis sa mise en service cette entreprise a enregistré le trafic suivant :

	1988	1989	1990	1991
Passagers	547314	nc	443786	490397
Mouvements d'avions	37053	38286	35413	37479
Fret	23589	nc	10379	12863

6.3. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

Le Gabon dispose actuellement d'une capacité touristique et hôtelière comprenant :

- 62 hôtels qui totalisent près de 3000 chambres,
- 7 agences de voyages et de tourisme,
- plus de 200 restaurants et de nombreux snack-bars et night-clubs.

Outre ces possibilités d'hébergement et de restauration, le potentiel touristique comprend quelques centres de loisirs, des sites touristiques et des réserves.

6.3.1. L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

Le parc hôtelier se compose :

- d'hôtels de classe internationale essentiellement localisés à Libreville, Port-Gentil et Franceville, gérés par des chaînes internationales
- d'hôtels moyens
- et de petits établissements privés de qualité inégale et généralement de faible capacité.

Le tableau ci dessous montre l'évolution des résultats des hôtels de classe internationale :

	1988	1989	1990	1991*
Chiffre d'affaires en millions de f cfa	6334	4763	5170	4816
Taux d'occupation moyen en %	47,6	43,1	43,6	41,4

Source : Ministère du Tourisme

(*) Estimations

En 1991, le chiffre d'affaires baissa respectivement de 7% et le taux d'occupation perd 2 points.

6.3.2. LE TOURISME ET LES LOISIRS

Le Gabon est caractérisé aujourd'hui par un tourisme essentiellement d'affaires auquel s'ajoute un fort trafic de passagers filiaux.

En 1991, tous mouvements confondus, l'aéroport Léon MBA de Libreville a enregistré environ 500.000 passagers arrivées et départs. La tendance semble s'établir désormais sur une pente croissante de + 1 à 2% par an.

Le tourisme cependant reste peu développé ; la durée moyenne des séjours des non-résidents

Les tarifs d'électricité sont fixés selon un index qui dépend du niveau de consommation et de la nature (social ou normal) de l'abonnement. Le tableau ci-après donne la structure de tarifs toutes taxes comprises.

SYNTHESE DES TARIFS EN VIGUEUR

Tarifs de vente d'électricité (en FCFA/kwh ou kva souscrit)

EXPLOITATIONS	LIBREVILLE					PORT-GENTIL					Francville	DER
	Prix brut	tca %	CEE	CSE	total ttc	Prix brut	tca %	CEE	CSE	total ttc	Prix H.T.	Prix H.T.
BASSE TENSION												
ES tarif social												
T1 : de 0 à 120 kwh	35,71	12,00	0,00	0,00	40,00	35,71	12,00	0,00	0,00	40,00	40,00	40,00
T2 : de 121 à 240 kwh	73,66	12,00	0,00	0,00	82,50	73,66	12,00	0,00	0,00	82,50	82,50	82,50
ECLAIRAGE et U.D.												
E3 PS 1 KVA												
T1 : de 0 à 125 h						81,24	12,00	5,90	0,00	96,89	97,00	97,00
T2 : à 125 h						40,62	12,00	5,90	5,90	57,29	72,70	72,70
E1 PS 1 KVA												
T1 : de 0-40/0 - 125 h	79,91	12,00	4,26	0,00	93,76	90,28	12,00	5,90	0,00	107,01	98,30	98,30
T 2 : de 41-130/+125 h	43,95	12,00	0,00	5,68	88,52	40,62	12,00	5,90	5,90	57,29	72,70	72,70
T 3 : + 130 h	43,95	12,00	0,00	8,52	57,74							
E2 ECLAIR UD-CLIM												
de 0 à 20 h	79,91	12,00	4,26	0,00	93,76							
T 2 : de 41 à 130 h	73,96	12,00	0,00	8,52	91,36							
T 3 : + 130 h	43,95	12,00	0,00	8,52	57,74							
E3 ECLAIR UD-CLIM												
T 1 : de 0 à 20 h	79,91	12,00	4,26	0,00	93,76							
T 2 : de 21 à 50 h	73,96	12,00	0,00	8,52	91,36							
T 3 : + à 50 h	43,95	12,00	0,00	8,52	57,74							
E 9 : CLIMATISATION	43,95	12,00	0,00	8,52	57,74							
E 8 INDUS. ALIMENT	70,23	12,00	4,26	0,00	82,92						50,00	50,00
E 7 : Eclair cités privées						67,72	12,00	5,90	5,90	87,65		
E 6 : Eclair. pub, comm												
T 1	76,00	12,00	0,00	0,00	85,12	60,94	12,00	0,00	0,00	68,25		
T 2	73,03	12,00	0,00	0,00	81,79	36,57	12,00	0,00	0,00	40,96		
T 3	52,34	12,00	0,00	0,00	58,62	28,43	12,00	0,00	0,00	31,84		
T 4	43,95	12,00	0,00	0,00	49,22							
E 5 force motrice BT	53,27	12,00	0,00	0,00	63,92	63,73	12,00	12,00	5,90	73,92		
MOYENNE TENSION												
E 4 MTO												
Prime fixe (f/kva/an)						20068,00	5,00	0,00	0,00	21071,00	20758,00	20758,00
Prix prop. HP f/kwh	41,16	5,00	3,05	3,05	49,32	50,18	5,00	0,00	0,87	53,56	75,41	75,41
Prix prop. P f/kwh	62,18	5,00	3,05	3,05	71,39							
E 4 MTS												
Prime fixe (f/kva/an)	40754,00	5,00	0,00	0,00	42791,70							
Dépassement/kva HP											69262,00	69262,00
Dépassement/kva P											34632,00	34632,00
Prix du Kwh garanti											69262,00	69262,00
Prix prop. f/kwh											31,02	31,02
T 1	36,50	5,00	5,33	5,33	48,99						62,01	62,01
T 2	22,37	5,00	5,33	5,33	34,15						38,03	38,03
T 3	12,02	5,00	5,33	5,33	23,28							
T 4	5,15	5,00	5,33	5,33	16,07							
T 5	2,56	5,00	5,33	5,33	13,35							

Er : Exploitations régionales

E.s : Eclairage social

E.u.d. : Eclairage usage domestique

Pf : Prime fixe (F/kva au souscrit)

P t e : Prix proportionnel pointe (F/kwh)

6.5. LES INSTITUTIONS FINANCIERES.

Elles comprennent les banques commerciales et de développement, les établissements financiers et les compagnies d'assurance.

6.5.1. LES BANQUES COMMERCIALES ET DE DÉVELOPPEMENT.

Le secteur bancaire connaît en 1991, une activité favorable marquée par une légère progression des dépôts et des crédits malgré la fermeture de la filiale gabonaise de la Bcci.

En raison de la forte demande des crédits par le secteur privé, certaines banques ont crevé leurs plafonds d'avoirs intérieurs nets et se sont refinancés auprès de leurs maisons mères. Pour mieux fixer et drainer l'épargne de nouveaux produits ont été créés : l'épargne logement, le livret rose d'épargne retraite et l'épargne scolarité.

a.- L'évolution des dépôts.

La croissance des dépôts bancaires amorcée à fin 1990 s'est poursuivie en 1991, passant de 260,9 à 283 milliards soit une augmentation de 8,7%.

Ce développement des dépôts résulte d'un accroissement des dépôts à vue (8,7%) de la progression des dépôts à terme et d'épargne (7,3%).

La stabilité du franc Cfa et les conditions attractives de rémunération de l'épargne ont favorisé cette évolution.

Le tableau qui suit montre l'évolution de la structure des dépôts bancaires depuis 1989.

En milliards de f cfa	1989	Structure	1990	Structure	1991	Structure	91 / 90
Dépôts à vue	113,4	44,23%	119	45,72%	129,4	45,72%	8,74%
Dépôts à terme (1)	107,7	42,00%	107	41,11%	114,8	40,57%	7,29%
Dépôts de l'Etat	35,3	13,77%	34,3	13,18%	38,8	13,71%	13,12%
Total	256,4	100%	260,3	100%	283	100%	8,72%

Source : B e a c

(1) : Dépôts à terme et d'épargne

b.- Les crédits

Les crédits par les banques aux particuliers et aux entreprises constituent la principale composante des emplois bancaires.

Ils s'élèvent en 1991 à 257,7 milliards soit une augmentation de 6,7 %.

L'évolution constatée traduit surtout une progression des concours à court terme (10,4%) résultant en partie des crédits de restructuration et d'équipement au profit de certaines sociétés.

La répartition selon le terme n'a subi aucune modification : les concours à court terme demeurent prépondérants et atteignent 66,9% du montant des crédits distribués tandis que les crédits à moyen et long terme occupent 33,1% du montant global.

En milliards de f cfa	1990	1991	91 / 90	Structure en %	
				1990	1991
Court terme	156,1	172,3	10,38%	64,64%	66,86%
Moyen terme	79,1	79,4	0,38%	32,75%	30,81%
Long terme	6,3	6	-4,76%	2,61%	2,33%
Total	241,5	257,7	6,71%	100%	100%

Source : Beac

En milliards de f cfa	1989	1990	1991	1991/1990
Titres de participation	3,292	3,367	3,382	0,45%
Crédit bail immobilier	3,132	2,975	2,83	-4,87%
Crédit à court terme	5,525	6,587	7,956	20,78%
Créances impayées	0,41	0,499	0,39	-21,84%
Total	12,359	13,428	14,558	8,42%

Source : Dge

En 1991, les résultats des établissements financiers devraient connaître une évolution meilleure que celle enregistrée en 1990.

6.5.3. LES COMPAGNIES D'ASSURANCE.

Le secteur assurance regroupe principalement deux grandes branches : L'Iardt (incendie, automobile, risques, divers et transports) et la branche vie.

A l'opposé de l'exercice précédent, le secteur assurance enregistre une reprise d'activité, malgré les difficultés de recouvrement des arriérés de primes constatées depuis 1987.

a.- La branche Iardt

Le chiffre d'affaire, augmente de 8,4% en 1991 contre une légère baisse de 1,5% en 1990.

En millions de f cfa	1989	Structure	1990	Structure	1991 *	1991/1990
Auto	6575	32,94%	6341	30,82%	6658	5,00%
Incendies	2821	14,13%	3047	14,81%	3695	21,27%
Marine/transport	4227	21,17%	4092	19,89%	4296	4,99%
Autres risques	4553	22,81%	4418	21,47%	4751	7,54%
Total I - a - r - d - t	18176	91,05%	17898	86,99%	19400	8,39%
Total vie	1787	8,95%	2677	13,01%	3750	40,08%
I - a - r - d - t + Vie	19963	100%	20575	100%	23150	12,52%

Source : Fé ga sa ; (*) : Estimations

I a r d t : Incendies, automobiles, risques divers et transports

Le tableau ci-après montre l'évolution des résultats.

En milliards de f cfa	1989	1990	1990/1989
Ressources	18,897	18,445	-2,39%
Charges d'exploitation	15,209	17,695	16,35%
Résultat d'exploitation	3,688	0,75	-79,66%
Charges de réassurances	3,412	0,419	-87,72%
Résultat net d'exploitation	0,276	0,331	19,93%

Source : Fé. ga. sa

On observe une évolution contrastée. Les ressources connaissent une légère réduction (2,4%) alors que les charges augmentent cumulativement à la croissance des charges de sinistres.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution de ces activités :

En millions de f cfa	1988	1989	1990	1991
Chiffre d'affaires global	5645	6177	6104	6878
- Téléphone	3731	4163	4698	5192
- Téléx	541	505	380	356
- Circuits loués	247	356	312	303
- Télégraphes	46	43	36	40
- Transmissions de programme	313	311	140	135
- Divers	767	799	538	852

Source : Tig

L'ensemble des activités de la Tig génère 6,9 milliards de Fcfa en 1991 en hausse de 15% par rapport à 1990. Cette hausse est due à l'accroissement de l'activité téléphonique (Fax) et de la télématique

6.7. LES AUTRES SERVICES

Les autres services représentent environ 40% de la contribution des activités tertiaires au Pib. Ils sont stables entre 1990 et 1991. La plus forte activité se trouve dans le secteur non structuré.

6.7.1. LES SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES

Le secteur regroupe les services comptables, les services juridiques et fiscaux , les services informatiques et bureaux d'études techniques. Les activités sont très variées et concernent principalement :

- la tenue des comptes, le conseil juridique et comptable et la tenue des actes;
- le traitement des informations, la vente et la maintenance du matériel informatique ;
- les services en matière d'architecture et d'études diverses dans les domaines de l'urbanisme du génie civil et , du bâtiment et travaux publics.

Les services juridiques et fiscaux ont connu un développement lié à la gestion très rigoureuse des entreprises du fait de la persistance de la crise. Les services informatiques sont actuellement soutenus par les besoins des entreprises en matériel informatique et accessoires.

Les activités des bureaux d'études quant à elles, ont connu une amélioration par rapport à l'année 1990 du fait de la poursuite du programme de construction d'écoles.

6.7.2. LES SERVICES RENDUS AUX PARTICULIERS

Ils regroupent les prestataires de services de tailles différentes exerçant sur l'ensemble du territoire, et parfois de manière illégale, plusieurs activités. Les entreprises de ce secteur se caractérisent par un taux de création et de disparition très élevé. L'évolution de leurs activités est étroitement liée à celle de l'activité générale de l'économie.

Il est difficile d'obtenir les résultats de ces entreprises compte tenu de l'inexistence souvent en leur sein d'une comptabilité.

7. LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME)

La répartition sectorielle et géographique des Pme agréées demeure quasiment stable en 1991 bien qu'on enregistre une augmentation de 11,8% du nombre d'entreprises agréées.

Libreville (et ses environs) reste le principal lieu d'implantation des entreprises tandis que les provinces de l'Ogooué Maritime et du Woleu-Ntem constituent le deuxième pôle d'attraction.

Le tableau ci-après présente la situation ci-dessus décrite.

Répartition géographique et sectorielle

Localisation	G1	G2	G3	G4	G5	G6	G7	G8	G9	Total	%
Agriculture élevage	7	5	1	1	1		1		7	23	7,9%
Exploitation forestière	4		1	1						6	2,1%
Pêche	24	1	6	1	1			3		36	12,3%
Industrie alimentaire	10	1	1	1				2	3	18	6,2%
Industrie du bois	8	1	1	4	1	1			2	18	6,2%
Industrie textile	7	1							1	9	3,1%
Industrie du papier	4	1								5	1,7%
Industrie chimique	4							1		5	1,7%
Autres industries	9		2					3	1	15	5,1%
Exploitation carrières	1								1	2	0,7%
Fabrication matériaux de construction	3	1			1				4	9	3,1%
Fabrication ouvrages en métaux	3									3	1,0%
Services réparation	10	1								11	3,8%
Bâtiments et travaux publics	5	1		1					1	8	2,7%
Hôtel-Restaurant	6	1				2		1	2	12	4,1%
Transport terrestre	2									3	1,0%
Transport fluvial et maritime								1		1	0,3%
Services immobiliers										0	0,0%
Services médicaux	8								1	9	3,1%
Services aux entreprises	6	1						1		8	2,7%
Services aux particuliers	42	2	1	1			1	4	3	54	18,5%
Commerce	17		1	2	3	3	3	3	5	37	12,7%
Total	180	17	14	12	7	6	5	19	32	292	100%
%	61,6%	5,8%	4,8%	4,1%	2,4%	2,1%	1,7%	6,5%	11%	100%	

Source : Direction générale des P.m.e.

G1 : Estuaire; G2 : Haut Ogooué; G3 : Moyen Ogooué; G4 : Ngounié; G5 : Nyanga
G6 : Ogooué Ivindo; G7 : Ogooué Lolo; G8 : Ogooué maritime; G9 : Woleu Ntem

II^e PARTIE

**GRANDEURS
MACRO-ÉCONOMIQUES**

1. LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (Pib)

Les prévisions de la Dge faites en mars 1990 faisant état d'un taux de croissance de l'économie gabonaise de 2 % pour l'année 1991, ne se sont finalement pas réalisés. Le surcroît de production de pétrole (14,7 millions de tonnes effectif contre 14,1 millions de tonnes en prévision) et surtout le gain de 10 points sur le change (282,1 contre 272,2) n'ont pas suffi à compenser la perte de trois points sur le baril. C'est en définitive une très faible croissance, voire une stagnation (0,5 %) qu'on a enregistrée en 1991 contre 7,4 % en 1990.

Composantes sectorielles du Pib

	En milliards de fca			Variation en %		Structure en %		
	1989	1990	1991*	90/89	91/90	1989	1990	1991
Secteur pétrolier	389,14	476,9	453,1	22,6%	-5,0%	28,9%	33,0%	31,2%
Secteur moderne hors pétrole	403,79	404,2	395,7	0,1%	-2,1%	30,0%	28,0%	27,3%
Agriculture & industries agro alimentaires	36,3	38,5	39,5	6,1%	2,6%	2,7%	2,7%	2,7%
Forêt & industries du bois	21,9	25,9	21,7	18,3%	-16,2%	1,6%	1,8%	1,5%
Mines	56,7	48,3	33,9	-14,8%	-29,8%	4,2%	3,3%	2,3%
Autres industries	20,3	19,8	20,2	-2,5%	2,0%	1,5%	1,4%	1,4%
Energie	40,9	38,8	39,8	-5,1%	2,6%	3,0%	2,7%	2,7%
Btp	31,19	30,4	32,4	-2,5%	6,6%	2,3%	2,1%	2,2%
Transports & Communications	77,9	82,2	84	5,5%	2,2%	5,8%	5,7%	5,8%
Autres services	36,5	39,2	40,3	7,4%	2,8%	2,7%	2,7%	2,8%
Commerce	82,1	81,1	83,9	-1,2%	3,5%	6,1%	5,6%	5,8%
Secteur traditionnel	76,5	80,2	83,7	4,8%	4,4%	5,7%	5,6%	5,8%
Secteur des entreprises individuelles	245,4	245,18	250,2	-0,1%	2,0%	18,3%	17,0%	17,2%
Agriculture & industries agro alimentaires	19,1	20,04	20,9	4,9%	4,3%	1,4%	1,4%	1,4%
Forêt & industries du bois	8,3	9	9,4	8,4%	4,4%	0,6%	0,6%	0,6%
Mines	1,3	1,2	1,3	-7,7%	8,3%	0,1%	0,1%	0,1%
Autres industries	15,9	16,14	16,2	1,5%	0,4%	1,2%	1,1%	1,1%
Batiment	14,3	13,8	14,4	-3,5%	4,3%	1,1%	1,0%	1,0%
Transports	16,7	16,8	17,2	0,6%	2,4%	1,2%	1,2%	1,2%
Autres services	117,7	119,7	121,1	1,7%	1,2%	8,8%	8,3%	8,3%
Commerce	52,1	48,5	49,7	-6,9%	2,5%	3,9%	3,4%	3,4%
Institutions financières	35,1	33,8	34,8	-3,7%	3,0%	2,6%	2,3%	2,4%
Ajustement pour Pib	-25,3	23,1	-24,1	-8,7%	4,3%	-1,9%	-1,6%	-1,7%
Valeur ajoutée marchande	1124,6	1217,2	1193,4	8,2%	-2,0%	83,7%	84,3%	82,2%
Services non marchands	158,5	175	185,8	10,4%	6,2%	11,8%	12,1%	12,8%
Valeur ajoutée brute	1283,1	1392,2	1379,2	8,5%	-0,9%	95,5%	96,4%	95,0%
Droits et taxes à l'importation	61,3	51,8	72,3	-15,5%	39,6%	4,6%	3,6%	5,0%
Produit intérieur brut	1344,4	1444	1451,5	7,4%	0,5%	100%	100%	100%

(*) : Estimations

Sources : Dgsee ; Dge

Pib : Production imputée au service bancaire

1.2.1 LA CONSOMMATION FINALE

On note une hausse de 6,6 % de la consommation finale sous l'impulsion de celle des ménages (+ 8,6 %) et dans une moindre mesure des Administrations (+ 2 %).

1.2.2 LES INVESTISSEMENTS

Après une baisse de 22,8 % en 1990, l'année 1991 voit l'investissement se rapprocher des niveaux antérieurs avec une croissance de 13 % du fait principalement de l'investissement public (40,9 %), des autres secteurs modernes (7,5%) et des ménages et entrepreneurs individuels (4,1%).

L'investissement du secteur pétrolier, reste le plus important avec 217 sur un total de 382,5 milliards.

1.2.3 LE SOLDE DES BIENS ET SERVICES NON FACTEURS.

Le solde que l'on situait à 254,2 milliards en 1990, s'établit en 1991 à 176,5 milliards en 1991, soit une baisse de 30,5 %. Cette contraction s'explique par la hausse significative des importations (10%), face à des exportations en diminution de 5 %.

	En milliards de f cfa			Variation en %	
	1989	1990	1991*	90/89	91/90
Solde des biens et services	76,5	254,2	176,5	232,3%	-30,6%
- Exportations	565,6	711,8	678,7	25,8%	-4,7%
- Importations	489,1	457,6	502,2	-6,4%	9,7%

En milliards de f cfa	1988	1989	1990	1991
Recettes & dons	246,6	258,6	372,4	403,3
Recettes pétrolières	74,5	68	145,7	178,7
Recettes non pétrolières	167,1	184,6	172,3	191,7
Recettes exceptionnelles			48,7	28,9
Dons	5	6	5,7	4
Dépenses	341,9	352,1	386,6	376,6
Dépenses courantes	275,7	283,5	316,4	300,8
- Fonctionnement	207,1	206,9	236,8	219,2
- Intérêts	68,6	76,6	79,6	81,6
Dépenses en capital	66,2	68,6	70,2	75,8
Solde (base mandatement)	-95,3	-93,5	-14,2	26,7
Variation des arriérés	3,6	46,4	60,2	-85
Solde (base trésorerie)	-91,7	-47,1	46	-58,3
Financement	91,7	47,1	-46	58,3
Extérieur	64,4	67,5	34,7	112,9
- Tirages	46,6	55,9	35	42,5
- Rééchelonnements	96,6	89,8	81,5	158
- Amortissements	78,8	78,2	81,8	87,6
Intérieur	3,2	-20,4	-80,7	-54,6
- Système bancaire	17,7	-6,3	-52,7	-37,8
- Système non bancaire	-14,5	-14,1	-28	-16,8
Ressources additionnelles	24,1			

Source : Ministère des finances, du Budget et des Participations

Le solde base trésorerie est négatif (58,3 milliards) du fait de la réduction massive d'arriérés. Ces bons résultats doivent toutefois être tempérés par le fait qu'ils sont largement imputables, pour le premier à la cession d'actifs pétroliers et pour le second à un rééchelonnement massif des créances.

Les recettes ont progressé de manière significative (+13,3%) sous l'effet de l'augmentation des recettes pétrolières ordinaires (+22,9%), tandis que les dépenses ont enregistré une croissance beaucoup plus modérée avec +3,3% par rapport à 1990.

2.2.1. L'ÉVOLUTION DES RECETTES

L'évolution des recettes ordinaires a donc été très sensible tant au niveau des recettes pétrolières qu'au niveau des recettes hors pétrole .

2.2.1.1. LES RECETTES PÉTROLIÈRES.

Les recettes pétrolières ordinaires ont une nouvelle fois progressé (22,6%) après la hausse de 114,3% enregistrée en 1990. Le relèvement des prix du brut gabonais depuis trois ans a permis une restauration en profondeur des profits des sociétés, une augmentation de l'impôt sur les

2.2.2. L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES.

L'exercice 91 a permis une stabilisation des dépenses publiques après la forte poussée de 90, liée aux troubles sociaux. Cette stabilisation a pu être acquise en dépit d'une nouvelle montée du service de la dette, essentiellement grâce à la réduction des achats de biens et services, ramenés à l'intérieur de l'enveloppe prévue (74,1 milliards contre 78 prévus).

En milliards de f cfa	1988	1989	1990	1991
Service de la dette	177,4	186	212,5	223,8
Fonctionnement	207,1	206,9	236,8	219,2
- Solde	96,8	95,5	111,9	116,8
- Main d'oeuvre non permanente	9,8	8,8	8,7	10,5
- Biens & services	84	85,8	96,5	74,1
- Transferts	16,5	16,8	19,7	17,8
Investissement	77,1	54,9	57,1	75,8
Autres	-10,9	13,7	13,1	
Total dépenses publiques	450,7	461,5	519,5	518,8

Source : Ministère des finances, du Budget et des Participations

La dette extérieure a fait l'objet d'un rééchelonnement auprès du Club de Paris (140,1 milliards) et du Club de Londres (12,10 milliards), allégeant d'autant la contrainte de financement du budget 91.

Les dépenses de fonctionnement ont donc régressé de 7,5% sous l'effet de la réduction brutale des dépenses de biens et services et, dans une moindre mesure, de transferts. La rigueur a été appliquée à ce niveau. Les dépenses de personnel ont malgré tout progressé de 5,6%, toutes catégories de personnels confondues.

Les dépenses d'investissement ont enregistré pour leur part une progression très sensible, imputable pour l'essentiel aux infrastructures (programme routier surtout) qui passent de 10,1 à 25,1 milliards à l'éducation et social, en hausse eux aussi, de 6,7 à 10,7 milliards, deux priorités conformes à la restauration des conditions du développement économique et social.

	1988		1989		1990		1991	
	Mds de f cfa	en %	Mds de f cfa	en %	Mds de f cfa	en %	Mds de f cfa	en %
Secteur productif	26,2	33%	20,5	30,2%	22,7	41,9%	15,9	21,0%
Infrastructures	34	42%	25,2	37,1%	10,1	18,6%	25,1	33,2%
dont Octra	30,9	39%	22,1	32,5%	2,9	5,4%	3,1	4,1%
Educatif & social	5,2	6%	5,2	7,7%	10,1	18,6%	10,7	14,2%
Autres	14,8	18%	17	25,0%	11,3	20,8%	23,9	31,6%
Total développement	80,2	100%	67,9	100%	54,2	100%	75,6	100%
Restructuration parapublique			16,3		13,1		0,2	
Total	80,2		84,2		67,3		75,8	

Mds : Milliards

	Masse monétaire en mds de f cfa				Variation en %			Structure de M2 en %			
	1988	1989	1990	1991	89/88	90/89	91/90	1988	1989	1990	1991
Disponibilités monétaires	146,5	171,2	180,9	192,1	16,9%	5,7%	6,2%	58,9%	61,5%	62,8%	62,6%
- Monnaie fiduciaire	50,2	57,5	61,9	62,7	14,5%	7,7%	1,3%	20,2%	20,7%	21,5%	20,4%
- Monnaie scripturale	96,3	113,7	119	129,4	18,1%	4,7%	8,7%	38,7%	40,9%	41,3%	42,2%
Quasie monnaie	102,1	107	107	114,8	4,8%		7,3%	41,1%	38,5%	37,2%	37,4%
Masse monétaire M2	248,6	278,2	287,9	306,9	11,9%	3,5%	6,6%	100%	100%	100%	100%

mds : *Milliards*

a.- La monnaie fiduciaire

L'ensemble des billets et des pièces en circulation dans le public est passé de 61,9 à 62,7 milliards entre décembre 1990 et décembre 1991, en quasi stagnation (+ 1,3 %) après les fortes hausses enregistrées en 1989 (+14,5 %) et 1990 (+7,6 %).

Le poids de la monnaie fiduciaire dans la masse monétaire reste assez élevé (plus de 20 %), depuis le début de la crise en 1987. Ce qui traduit une préférence des agents économiques pour la liquidité.

b.- La monnaie scripturale

Les dépôts à vue dans les banques et les centres de chèques postaux (Ccp) se sont établis à 129,4 milliards au 31 décembre 1991 en progression de 8,7 % contre + 4,7 % en décembre 1990.

La part des dépôts à vue dans la masse monétaire ne cesse de croître au détriment des dépôts à terme. L'économie est assez liquide.

En effet, les disponibilités monétaires comprenant la monnaie fiduciaire et la monnaie scripturale, donc les moyens de paiement les plus liquides, représentent plus de 60 % de la masse monétaire depuis 1989.

c.- La quasi monnaie

Elle regroupe les dépôts les plus stables du système bancaire : bons de caisse, dépôts à terme (3 mois minimum) et les comptes sur livrets ; qui représentent l'épargne liquide ou à court terme par opposition à l'épargne longue constituée par les obligations, les actions et autres valeurs mobilières.

Elle a atteint 114,8 milliards, et a crû de 7,3 % en 1991 contre un léger fléchissement de près de 1 % en 1990. Depuis 1986, la quasi monnaie ne cesse de baisser, malgré la hausse de 1989. L'évolution de 1991 s'explique par la création d'instruments nouveaux et surtout par le soutien que les autorités monétaires ont apporté aux comptes sur livrets en maintenant leur taux de rémunération à 8,75 %, alors que le taux minimum rémunérant les autres dépôts est de 7,50%. A cela il faut ajouter les assurances sur le maintien de la parité du franc cfa par rapport au franc français.

La part de la quasi monnaie dans le total de la masse monétaire est passée de 46 % en 1985 à 37 % en 1991, en raison de la conjoncture difficile que connaît l'économie et qui ne favorise pas le développement de l'épargne.

Par contre le taux de couverture du crédit intérieur par la quasi monnaie ne cesse de progresser depuis 1989 du fait essentiellement de l'insuffisance d'emplois bancaires significatifs.

Au niveau de la Banque Centrale, on note une hausse de 20,7 % des avoirs extérieurs nets du fait d'une augmentation dans les mêmes proportions des réserves internationales (+20,4 %) et du solde du compte d'opérations (+20%)

Au niveau des autres banques (banques commerciales et de développement) la position extérieure reste défavorable en raison du recours presque automatique aux emprunts à moyen et long termes pour respecter l'encadrement local des avoirs intérieurs nets.

La dette postale, qui tourne autour de 5 milliards de francs cfa se trouve comptabilisée dans la position extérieure des banques.

AVOIRS EXTERIEURS NETS

	Montants en milliards de f cfa				Variation en %		
	1988	1989	1990	1991	89/88	90/89	91/90
Beac							
Avoirs extérieurs nets	-33,3	-29,6	34,4	53,4	-11,1%	-216,2%	55,2%
- Réserves internationales	21,5	11,4	71,4	86	-47,0%	526,3%	20,4%
- Engagements extérieurs	14,6	1,9	1,3	1,4	-87,0%	-31,6%	7,7%
Compte d'opérations	-14,2	8,3	68,9	82,7	-158,5%	730,1%	20,0%
Recours aux crédits Fmi	40,2	39,1	35,7	31,2	-2,7%	-8,7%	-12,6%
Banques							
Avoirs extérieurs nets	-24,4	-17,2	-13,8	-20	-29,5%	-19,8%	44,9%
- Avoirs extérieurs	12,3	24	22,9	21,9	95,1%	-4,6%	-4,4%
- Engagements extérieurs	36,7	41,2	36,7	41,9	12,3%	-10,9%	14,2%
Dette postale				4,7			
Avoirs extérieurs nets	-57,7	-46,8	20,6	33,4	-18,9%	-144,0%	62,1%

3.2.2.- LE CRÉDIT INTÉRIEUR

Le crédit intérieur, qui comprend les crédits à l'économie et les créances nettes sur l'Etat, a atteint 334,6 milliards au 31 décembre 1991 en progression de 3 % grâce aux crédits à l'économie. Par contre l'Etat poursuit son désengagement vis-à-vis des banques.

3.2.2.1. LES CRÉDITS À L'ÉCONOMIE

Les crédits à l'économie, à 257,8 milliards en 1991, ont crû de 6,7 % alors qu'un an auparavant ils étaient stagnants.

Cette croissance s'est réalisée par les crédits à court terme (+ 10,4 %) dont l'importance se confirme : 66,9 % du total des crédits contre 64,7 % en 1990.

Le secteur privé (entreprises privées et particuliers) restent les plus grands bénéficiaires (87 % du total des crédits) même si c'est l'endettement des entreprises publiques qui augmente le plus.

3.3. LA POLITIQUE MONÉTAIRE

Elle porte sur l'encadrement du crédit et les taux d'intérêt.

3.3.1. LES ASPECTS GÉNÉRAUX

Les réunions annuelles des institutions financières internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale...) et de coopération bilatérale et multilatérale (Zone Franc, Groupe des 7...) ont constitué le cadre approprié pour réaffirmer la nécessité pour les pays en développement :

- 1.- de rétablir la viabilité de leurs comptes extérieurs pour une croissance durable par des politiques d'ajustement efficaces,
- 2.- de surmonter leurs problèmes d'endettement par la réduction des encours et du service de la dette, notamment envers les banques commerciales;
- 3.- de réaliser des intégrations économiques sous-régionales en vue de rendre leurs sous-régions viables économiquement, par des réformes structurelles et fiscal-douanières

Le 30 septembre 1991, l'Etat Gabonais a obtenu du Conseil d'Administration du Fonds monétaire international, la signature d'un nouvel accord de confirmation couvrant une période de dix huit mois, et l'autorisation d'effectuer des tirages sur les ressources du Fonds à hauteur de 20 millions de Dts. Son application est subordonnée à la mise en place d'une politique budgétaire rigoureuse tendant à contenir la progression des dépenses courantes, notamment la masse salariale, à mobiliser davantage les ressources fiscales internes, afin de dégager une épargne publique confortable.

Enfin, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, avec l'appui des administrations économiques et financières nationales s'attache à appliquer les réformes monétaires adoptées en 1990 (programmation monétaire, gestion des taux par le Gouverneur...) et préside un ensemble de travaux dont la finalité est la redynamisation des économies de sa zone d'émission et leur intégration.

3.3.2.- L'ENCADREMENT DU CRÉDIT

La programmation monétaire désormais en vigueur dans la zone Beac, a permis en juin 1991, d'établir des prévisions monétaires pour les mois de septembre et décembre 1991.

Le tableau ci-après donne les prévisions et les réalisations des principaux agrégats monétaires pour fin 1991.

En milliards de f cfa	Déc-90	Mar-91	Jui-91	Sep-91		Déc-91	
				prév.	réalisat.	prév.	réalisat.
Avoirs intérieurs nets	222	178,7	171,1	217	186,3	228,3	228
sur l'Administration centrale	87,8	46,2	25,9	75,6	39,8	87,8	79
Avoirs extérieurs nets	45,5	85,3	102,2	56,3	92,8	48,6	58,6
dont Beac	34,5	73,3	96,1	0	83,1	37,6	54,2
Créances nettes sur l'Etat	65,9	27,1	8,3	55,7	21,7	67,6	60,4
dont organismes publics	-21,9	-19,1	-17,6	-19,9	-18,1	-19,9	-18,6
Crédits à l'économie	287	288,5	298,6	299,3	299,3	300	299,3
Masse monétaire	287,9	261,7	273,3	273,3	278,7	276,9	306,9

En milliards de f cfa	COURT TERME				MOYEN ET LONG TERME				Total crédits	
	1990		1991		1990		1991		1990	1991
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%		
Production agricole et assimilés	8,2	5,6%	10,7	6,7%	2,7	1,3%	2,9	1,4%	10,9	13,6
Total secteur primaire	8.2	5,6%	10.7	6,7%	2.7	1,3%	2,9	1,4%	10,9	13,6
Production minière	10,4	7,1%	15,5	9,7%	35,8	17,6%	36,3	18,1%	46,2	51,8
Industrie de transformation	22,9	15,6%	22,5	14,1%	11,4	5,6%	8,8	4,4%	34,3	31,3
Eau et électricité	1,5	1,0%	0,6	0,4%	2,6	1,3%	2	1,0%	4,1	2,6
B t p	18,5	12,6%	15,8	9,9%	5,3	2,6%	4,8	2,4%	23,8	20,6
Total secteur secondaire	53.3	36,4%	54.4	37,2%	55,1	37,6%	51,9	35,5%	108.4	106,3
Commerce de distribution	28,4	19,4%	33,5	21,1%	5,4	2,6%	6	3,0%	33,8	39,5
Commerce d'exportation	2,1	1,4%	4,1	2,6%					2,1	4,1
Services	24,3	16,6%	25,3	15,9%	106,9	52,5%	106,7	53,3%	131,2	132
Total secteur tertiaire	54,8	37,4%	62,9	43,0%	112,3	76,7%	112,7	77,0%	167,1	175,6
Particuliers	19,1	13,0%	21,2	13,3%	27,2	13,3%	28,9	14,4%	46,3	50,1
Divers	11	7,5%	9,9	6,2%	6,5	3,2%	3,9	1,9%	17,5	13,8
Total crédits recensés	146.4	100%	159,1	100%	203,8	100%	200,3	100%	352.2	359,4

Source : Centrale des risques de la B e a c

B t p : Batiment et travaux publics

Globalement on observe une progression de 3,1 % du total des crédits recensés masquant des mouvements de fortes amplitudes au niveau des différents secteurs.

3.4.1.- LE SECTEUR PRIMAIRE

Ce secteur qui regroupe les activités agricoles, l'exploitation forestière et la pêche a connu une activité soutenue en 1990 et 1991 grâce à la diversification engendrée par les agro-industries.

Les crédits à court terme (près de 6 % du total) sont en hausse de 20,7 %, essentiellement dans la production agricole où ils passent de 1,4 à 2,6 milliards, contre une quasi stagnation dans la forêt (5,7 milliards contre 5,4 en 1990).

3.4.2.- LE SECTEUR SECONDAIRE

On retrouve dans ce secteur les entreprises du secteur moderne qui opèrent dans l'exploitation minière, les industries de transformation, l'énergie, le bâtiment et les travaux publics et dont l'accès au crédit est aisé.

Le secteur a bénéficié de 106,3 milliards soit 29,6 % du total des crédits distribués en 1991 contre 108,4 milliards en 1990, dont 54,4 milliards à court terme et 50,3 à moyen et long terme.

Ce repli d'apparence mineure concerne surtout les secteurs des industries de transformation (-26,2 %), de l'énergie (-53,7 %) du bâtiment et des travaux publics (-13,9 %).

Par contre les entreprises du secteur minier, notamment ceux du secteur pétrolier ont bénéficié de concours supplémentaires (+ 10 milliards soit + 22,5 %) dont les plus importants restent liés aux besoins de trésorerie.

4. LA BALANCE DES PAIEMENTS

Evolution de la balance des paiements du Gabon

En milliards de f cfa	1987	1988	1989	1990	1991*
Exportations de march. fob	386,6	356,1	518,7	675,7	641,2
- Pétrole	266,3	222,6	376,8	539,2	489
Importations de march. fob	-219,9	-235,7	-239,8	-210,2	-233,3
Solde commercial	166,7	120,4	278,9	465,5	407,9
Taux de couverture	175,81%	151,08%	216,31%	321,46%	274,84%
Services nets	-264,7	-260,9	-300,1	-370,6	-420,8
- Fret, autres transports et assur.	-45,5	-50,5	-49,8	-52,4	-58,7
- Voyages et séjours	-38,1	-37,7	-38,3	-36,4	-36,8
- Intérêts et autres revenus du capital	-72,5	-82,2	-103,8	-162,5	-187,7
- Salaires et autres services privés	-107,2	-88,4	-104,7	-120,6	-139,1
- Services gouvernementaux	-1,4	-2,1	-3,5	1,3	1,5
Transferts unilatéraux nets	-37	-43	-40,1	-36,6	-32,3
- Privés	-44,4	-46,3	-43,1	-43,2	-39,3
- Publics	7,4	3,3	3	6,6	7
Solde des opérations courantes	-135	-183,5	-61,3	58,3	-45,2
Déficit courant / Pib	13%	16%	5%		3,11%
Capitaux nets	109,6	189,5	19,4	-37,5	145,3
- Privés	46	115,2	-45,4	-83,3	21,6
- Long terme	81,4	108,6	11,2	-19,7	27,3
- Court terme	-35,4	6,6	-56,6	-63,6	-5,7
- Secteur bancaire et postal	-22,1	-11,5	-6,3	7,6	-0,3
- Court terme	-22,1	-11,5	-6,3	7,6	0,3
- Public	85,7	85,8	71,1	38,2	124
- Long terme	85,7	85,8	71,1	38,2	124
- Court terme	-	-	-	-	-
Erreurs et omissions	-15,2	-6,8	11,1	-12,2	2,7
Solde global	-40,6	-0,8	-30,8	8,6	102,8

Source : Beac

(*) Estimations Beac au 03 / 06 / 1992

4.1. LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale a connu en 1991 une détérioration sensible par rapport à 1990. Cette situation résulte simultanément d'une baisse de la valeur des exportations et d'une augmentation des importations. Le solde commercial passe de ce fait de 465 milliards de f cfa en 1990 à 402 milliards en 1991, accusant ainsi un recul de 13% .

4.2. LA BALANCE DES SERVICES

La balance des services a connu une aggravation considérable de son déficit en 1991 (- 421 milliards en 1991 contre - 370 milliards en 1990).

Cette situation résulte essentiellement de deux postes :

- le poste "fret, autres transports et assurances" dont le solde se détériore de 17 milliards en 1991 en raison d'une perte de compétitivité des compagnies nationales de transport.
- les "intérêts et autres revenus du capital", qui connaissent de nouveau une accentuation de leur déficit, qui se situe autour de 188 milliards en 1991

4.3. LA BALANCE COURANTE

La balance des opérations courantes dont l'excédent atteignait 58 milliards en 1990, dégage un déficit estimé à près de 51 milliards en 1991.

4.4. LA BALANCE DES CAPITAUX

Le compte de capital s'inscrit à 150,6 milliards d'excédent en 1991, traduisant ainsi une forte amélioration par rapport aux deux périodes précédentes. Cette bonne tenue du compte de capital résulte certes d'un afflux important de capitaux à long terme dans le secteur privé (30 milliards d'excédent en 1991 contre 20 milliards de déficit en 1990), mais surtout des rééchelonnements et d'accumulation d'arriérés de paiements de la dette publique.

4.5. LE SOLDE GLOBAL

Malgré un déficit courant avoisinant 4% du Pib en 1991, la balance des paiements enregistre un excédent en 1991. Cet excédent (95 milliards contre 8,6 milliards en 1990), est dû aux rééchelonnements de la dette du secteur public.

Années	Indice des 125 articles		Indice des 155 articles		Indice moyen des prix à la consommation
	Moyenne annuelle	Variation en %	Moyenne annuelle	Variation en %	Variation en %
1984	267,7	6,0%	359,1	9,6%	7,8%
1985	287,3	7,3%	390,4	8,7%	8,0%
1986	304,9	6,1%	413	5,8%	6,0%
1987	300,8	-1,3%	426,2	3,2%	1,0%
1988	275,7	-8,3%	427,5	0,3%	-4,0%
1989	294,1	6,7%	455,7	6,6%	6,7%
1990	311,8	6,0%	475,5	4,3%	5,2%
1991	317,7	1,9%	496,6	4,4%	-0,8%

Source : Dgsee

a - L'indice des 125 articles

Ce frein à la hausse des prix tient d'une part à l'accroissement de l'offre des denrées alimentaires sur le marché de Libreville et à la réduction sensible des dépenses de maison et d'habillement d'autre part.

Seul le poste habitation est en légère baisse (-0,5 %)

C'est le résultat de la résiliation des baux administratifs à Libreville et Port-Gentil, et l'allocation d'une prime de logement par les entreprises du para-public et du privé à leurs agents à la place des loyers qu'elles supportaient.

Moyennes annuelles	1988	1989	1990	1991	Variation en %
					91/90
Alimentation	281,4	304,9	333,2	338,4	1,6%
Habitation	229,8	245,3	267	265,7	-0,5%
Habillement	252,5	245,3	241	244	1,2%
Hygiène, soins	407,4	404,6	412,2	435	5,5%
Transports	387,4	403,5	417	451,9	8,4%
Loisirs et divers	237,5	254,1	265,8	282,5	6,3%

Source : Dgsee

b - L'indice des 155 articles

L'indice des prix à la consommation des ménages à hauts revenus est en décembre 1991 en hausse de 3,7 % par rapport à décembre 1990. Cette montée des prix est imputable à l'alimentation, l'hygiène, et les soins.

Moyennes annuelles	1988	1989	1990	1991	Variation en %	
					89/90	90/91
Alimentation	444,9	473,1	494,2	523,7	4,5%	6,0%
Habitation	349,5	346,1	352	356,5	1,7%	1,3%
Habillement	570,6	619,9	661,8	680	6,8%	2,8%
Hygiène, soins	336,7	383,3	385	406	0,4%	5,5%
Transports	516,4	555,4	595,5	620	7,2%	4,1%
Loisirs et divers	364,6	412,2	431,2	439,5	4,6%	1,9%

Source : Dgsee

III^e PARTIE

PERSPECTIVES

LES PERSPECTIVES

1.- LE CONTEXTE NATIONAL

Les perspectives de croissance de l'économie gabonaise restent largement dépendantes des grands marchés internationaux qui influencent largement l'offre nationale de produits d'exportation.

1.1.- LE PÉTROLE

En 1992, la production pourrait croître à 15,129 millions de tonnes, soit un accroissement de 2,6 %. Des risques de fléchissement du prix du baril existent en raison d'une reprise des exportations irakiennes actuellement sous embargo, du non respect des quotas par les pays de l'Opep, de la mise sur le marché du pétrole de la mer du Nord.

Il y a donc lieu de s'attendre à une baisse même légère des exportations de pétrole, d'autant que le dollar US pourrait continuer d'être instable et en baisse.

1.2.- LES PRODUITS MINIERS

La nette diminution de la production et des exportations de manganèse constatées en 1991 par rapport à 1990 se poursuivra vraisemblablement en 1992, en vue d'une éventuelle résorption des stocks.

Aucun lueur d'espoir n'est perceptible pour le marché de l'uranium qui demeure de plus en plus dépressif. La production et les ventes baissant dans les mêmes proportions soit 6%. La diminution du prix du kilogramme d'uranium se poursuivra en 1992, entraînant inéluctablement une chute continue du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée.

1.3.- LE BOIS

Le contingentement de la production appliqué en 1991, pourrait être maintenu en 1992 si la demande mondiale restait toujours faible et la concurrence asiatique plus vive.

Les principales sociétés de commercialisation (Snb) et de transformation (Cf) connaissent de sérieuses difficultés, plaçant ainsi le secteur du bois et de ses industries dans une situation sujette à attention.

1.4. LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Le programme de redressement financier contenu dans l'accord de confirmation convenu avec le Fonds monétaire international depuis septembre 1989 n'a pas pu être mené à terme. Même si un nouvel accord a été signé avec le Fmi, le gouvernement a dû faire face à des revendications sociales ayant aggravé les dépenses publiques notamment de solde. Des risques existent en 1992, le train des revendications ne semblent pas s'être définitivement arrêté.

La relance de l'investissement public amorcée cette année devra se poursuivre en 1992 en matière d'éducation et d'infrastructures routières. Les mesures fiscales prises actuellement visent à redonner confiance aux partenaires sociaux et à favoriser la reprise du privé. Un accent particulier sera mis sur la restructuration du secteur para-public afin de promouvoir la libéralisation de l'économie nationale par une compétitivité de l'appareil productif. Le maintien des équilibres financiers fondamentaux reste primordial en matière de politique financière. Les échéances de la dette ne pouvant pas être rééchelonnées, indéfiniment, le remboursement pèsera lourd sur les budgets à venir.

ANNEXES

ANNEXES

1 — Pétrole

- Circuit du pétrole gabonais (tonnes) en 1991

2 — Hôtellerie

- Secteur hôtelier public et parapublic
- Capacité d'hébergement par province

3 — Monnaie et crédit

- Situation de la Beac
- Position du Gabon
- Situation des banques créatrices de monnaie
- Situation monétaire du Gabon
- Financement de l'économie
- Evolution des principales monnaies

4 — Education et Santé

- Répartition territoriale des écoles
- Répartition des formations sanitaires

(Secteur hôtelier public et parapublic)

Ville	Nom de l'établissement	Capacité
Libreville	Novotel Rapontchombo	188 chambres
	Hôtel Gamba	93 chambres
	Okoume Palace Inter-Continental	300 chambres
	Méridien Re-Ndama	266 chambres
Franceville	Leconi Palace	78 chambres
Lambaréné	Hôtel Ogooué Palace	60 chambres
Port-Gentil	Méridien Mandji	86 chambres
	Novotel Neng'abembe	92 chambres
Moanda	Relais du Mont Boudinga	40 chambres
Mouila	Relais du lac bleu	20 chambres
Tchibanga	Relais de la Nyanga	34 chambres
Makokou	Relais de l'Ivindo Palace	34 chambres
Koulamoutou	Relais de la Bouenguidi	34 chambres
Oyem	Relais du Mvet Palace	70 chambres

Source : Direction générale du tourisme (Dgt)

Capacité d'hébergement par province

Province	Nombre d'établissements	Nombre de chambres
Estuaire	27	1177
Haut Ogooué	6	228
Moyen Ogooué	7	135
Ngounié	2	26
Nyanga	2	54
Ogooué Ivindo	3	72
Ogooué Lolo	2	49
Ogooué Maritime	8	331
Woleu Ntem	7	147
Total Gabon	64	2219

Source : Dgt

Situation de la Beac : position du Gabon

En millions de f cfa	Zone		Gabon		Poids du Gabon	
	31/12/90	31/12/91	31/12/90	31/12/91	31/12/90	31/12/91

Actif

Avoirs extérieurs dont	271,1	296,9	71,5	86,0	26,4%	29,0%
- Encaisse or	22,6	20,9	1,3	1,2	5,8%	5,7%
- Avoirs en Dts	2,0	5,4	0,1	1,6	5,0%	30%
- Fmi	0,4	0,4	0,0	0,0		
- Avoirs en devises	246,1	270,2	70,1	83,1	28,5%	30,8%
Créances sur l'Etat	262,8	264,2	40,2	42,5	15,3%	16,1%
Créances sur les Institutions financières	375,0	352,4	24,6	20,8	6,6%	5,9%
Autres postes de l'actif	86,8	84,9	2,2	3,1	2,5%	3,7%
Total	995,7	998,4	138,5	152,4	13,9%	15,3%

Passif

Billets & monnaies	373,6	379,2	61,9	62,9	16,6%	16,6%
Comptes courants des Institutions financières	57,2	59,9	7,1	25,6	12,4%	42,7%
Dépôts des entreprises publiques	3,8	1,3	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Dépôts et encaisses du Trésor	97,8	71,1	23,9	22,4	24,4%	31,5%
Engagements extérieurs dont	218,6	234,1	37,0	32,7	16,9%	14,0%
- Crédits du Fmi	87,8	83,9	35,7	31,3	40,7%	37,3%
Fonds propres	206,0	208,0	1,7	1,9	0,8%	0,9%
Autres postes du passif	38,7	44,8	6,9	6,9	17,8%	15,4%
Total	995,7	998,4	138,5	152,4	13,9%	15,3%

Situation monétaire du Gabon

En milliards de f cfa	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Contrepartie des ressources												
Avoirs extérieurs nets	0,1	27,1	76,1	65,1	86,3	42,2	-8,2	-57,4	-57,7	-46,8	20,6	36
Crédit intérieur	173,5	167,8	152,5	209	234,3	347,8	369,3	396,6	391,8	378,5	324,8	333,2
- Créances nettes sur l'Etat	30,9	-3,2	-32,5	-20,1	-17,5	10	33	103,3	136,4	136,8	83,2	75,9
- Créances sur l'économie	142,6	171	185	229,1	251,8	337,8	336,3	293,3	255,4	241,7	241,6	257,32
Total	173,6	194,9	228,6	274,1	320,6	390	361,1	339,2	334,1	331,7	345,4	369,3
Ressources												
Disponibilités monétaires M1	94	114,5	125,6	142,6	167,1	179,7	157,1	134,1	146,5	171,2	180,9	195,45
- Monnaie fiduciaire	34,9	36,7	44	48,4	52,6	55,8	47,4	49,5	50,2	57,5	61,9	62,88
- Monnaie scripturale	59,1	77,8	81,6	94,2	114,5	123,9	109,7	84,6	96,3	113,7	119	132,57
Quasie monnaie	58,1	61,7	74,1	92,7	105	154,6	122,5	105,5	102,1	107,7	107	112,5
Masse monétaire M2	152,1	176,2	199,7	235,3	272,1	334,3	279,6	239,6	248,6	278,9	287,9	307,95
Ressources extra-monnaétaires	21,5	18,7	28,9	38,8	48,5	55,7	81,5	99,6	85,5	52,8	57,5	61,31
- Fonds propres	27,3	37,8	38,8	48,8	51,3	60,9	64,5	76,5	59,6	58,2	55,9	60,9
- Allocation de Dts	3,1	4,4	4,8	5,6	6,6	5,8	5,5	5,3	5,7	5,4	5,1	5,2
- Autres postes nets	-8,9	-23,5	-14,7	-15,6	-9,4	-11	11,5	17,8	20,2	-10,8	-3,5	-4,79
Total	173,6	194,9	228,6	274,1	320,6	390	361,1	339,2	334,1	331,7	345,4	369,3

Evolution des cours des principales monnaies
Moyenne annuelle en fcfa

Période	Dollar USA 1 \$	Deutsche Mark 1 DM	Lire Ital ITL 1000 ITL	Livre Sterling 1£	Francs Suisse 1 CHF	Yen Japonais 100 JPY	Lingot à Paris en mls de fcfa
1980	211	117	250	492	126		
1981	272	120	240	551	138	123	3,799
1982	329	135	240	574	162	132	3,968
1983	381	149	250	577	181	161	5,189
1984	437	154	250	582	186	184	5,05
1985	449	153	240	578	183	188	4,575
1986	346	160	230	508	193	206	4,094
1987	301	167	230	492	202	208	4,323
1988	298	170	230	530	204	232	4,179
1989	319	170	230	525	195	233	3,921
1990	272	169	230	484	196	188	3,381
1991	282	170	227	497	197	190	3,292

Source : Banque de France (télèx), Agefi

Répartition des formations sanitaires par province

(31/01/1992)

Hôpitaux	Centres médicaux Cnss	Dispensaires	Cases de santé	Pmi ou Smi	Grandes endemies
----------	--------------------------	--------------	----------------	------------	------------------

Provinces

Estuaire (hors Lbv)	2	2	15	1	1	1
Haut Ogooué	5	13	65	15	5	1
Moyen Ogooué	2	2	16	7	3	1
Ngounié	2	9	32	11	9	1
Nyanga	1	7	26	11	3	1
Ogooué Ivindo	1	3	15	24	1	1
Ogooué Lolo	1	3	34	11	2	1
Ogooué Maritime	2	5	18	5	3	1
Woleu Ntem	1	3	42	13	2	1
Total	17	47	263	98	29	9

Pmi : protection maternelle et infantile

Smi : Santé maternelle et infantile